

INSTAURATION DE LA REPUBLIQUE CALVINISTE GANTOISE 1577-1579

A la fin du XVI^e siècle, on érigea des Républiques calvinistes dans diverses villes flamandes. Ainsi à Bruxelles, en septembre 1577, un peu plus tard à Anvers, un peu plus tard encore à Gand. Ce pouvoir révolutionnaire dura sept ans dans cette dernière ville. Ce ne fut pas seulement le plus extrémiste, mais aussi le plus important, car ce fut à l'intervention directe ou à l'initiative des Gantois qu'on érigea des administrations calvinistes à Bruges, à Courtrai, à Menin, à Ypres et à Renaix.

Cette République gantoise n'a encore jamais été étudiée scientifiquement dans le cadre d'une analyse des archives. Les points de vue peuvent être divisés en deux catégories. D'une part, la littérature à tendance catholique qui met l'accent sur le vandalisme de cette république et rejette sur le dos de Gand la responsabilité dans la révolution des Malcontents et même dans la séparation entre le Nord et le Sud⁽¹⁾. D'autre part, la version calviniste qui met l'accent sur les désolantes ambitions personnelles de Hembyze et Ryhove, sur les troubles, sur l'intolérance religieuse dont il n'est pas bon de parler, sur l'anarchie et sur l'effritement du front commun anti-espagnol. Elle ne veut pas en prendre à son compte les exagérations. Aussi impute-t-elle l'entièreté de la responsabilité à des meneurs fanatiques et surtout à la figure équivoque de Hembyze⁽²⁾. (Les historiens du XVI^e, tant catholiques que calvinistes, désapprouvent vivement, eux aussi, à une exception près, les excès de Gand⁽³⁾.)

H. G. Koenigsberger fit paraître, en 1955, un article étonnant⁽⁴⁾. Il vit dans l'organisation des Huguenots et des régimes terroristes flamands les premiers partis, ceci contrairement au Moyen Age où ils n'existaient pas. Les historiens soviétiques ont également fait preuve

(1) Entre autres, MALENGREAU, G., *L'esprit particulariste et la révolution des Pays-Bas au XVI^e siècle, 1578-1584*, Louvain, 1936, pp. 66 et ss.

(2) Entre autres, DE PATER, J. C. H., *De Tachtigjarige Oorlog*, troisième partie de *Geschiedenis van Nederland*, Amsterdam, 1936, pp. 242 à 251.

(3) P. ex., Cardinal BENTIVOGLIO, *Histoire des Guerres de Flandre*, traduit par Loiseau, M., Paris, 1770, 4 tomes ; Tome 2, pp. 221 ; 268 - 271, 295.

Pour l'opinion protestante : VAN MEETEREN, EM., *Historiën der Nederlanden en haar Naburen Oorloghen tot het jaar 1612*, Amsterdam, 1663, fo 127, 142 et ss., 159 et ss.

(4) KOENIGSBERGER, H. G., *The Organisation of revolutionary parties in France and the Netherlands during the sixteenth century*, in *The Journal of Modern History*, 1955, nr 4, pp. 344-345, 350.

d'intérêt pour cette période de notre histoire⁽⁵⁾. Ils considèrent le gouvernement des Gueux comme un épisode de la lutte des classes, et plus encore comme un avant-goût de la révolution bourgeoise. E. J. Nève de Mévergnies consacra une monographie à trois phases mouvementées de l'histoire gantoise, parmi lesquelles cette république⁽⁶⁾. Faute d'étude des archives, ce ne fut qu'une esquisse très provisoire.

On retiendra l'article du Hongrois T. Wittman qui tenta de montrer sur quel point la dictature révolutionnaire déborda le parti orangiste⁽⁷⁾. Il démontre qu'il est faux de voir, comme les Russes, dans ces événements, une révolution pré-bourgeoise, les conditions préalables n'étant pas remplies.

J'ai moi-même étudié tous les aspects de cette république en me limitant à la période d'établissement⁽⁸⁾. Tout le matériel disponible, publié et non publié, a été consulté⁽⁹⁾. Voici les conclusions principales de mon étude.

Lorsque, le 12 février 1577, Don Juan fut reconnu comme gouverneur par les Etats Généraux, on décida que les troupes espagnoles quitteraient nos régions à condition que le catholicisme soit rétabli partout. Ceci était inacceptable pour les Zélandais et les Hollandais, mais les villes du Brabant et des Flandres étaient, elles aussi, mécontentes de cette politique de réconciliation. Entretemps, Orange, qui cherchait de plus en plus appui auprès du peuple, fut appelé et triomphalement reçu à Bruxelles par ses adhérents qui avaient créé un comité des XVIII dans cette ville. En juillet, Don Juan craignant pour sa vie, s'empara par surprise du château de Namur. L'aristocratie du Sud s'inquiéta de l'influence croissante d'Orange et nomma gouverneur l'archiduc Matthias. Cependant, une partie du clergé et de la noblesse, dirigée par Aarschot devenu « stadhouder » des Flandres malgré l'opposition d'Orange, continua à négocier avec Don Juan. Orange devint gouverneur du Brabant grâce à l'influence des XVIII bruxellois.

(5) TCHISTOZVONOV, A. N., *Niderlandzkaja burzsuažnaja revolucija XVI. veka*, Moscou, 1958.

(6) NEVE de MEVERGNIES, J. E., *Gand en République - La domination Calviniste à Gand (1577-1584)*, Gent, 1940.

(7) WITTMAN, T., *Quelques problèmes relatifs à la dictature révolutionnaire des grandes villes de Flandre - 1577 - 1579*, in *Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, Budapest, 1960.

(8) DESPRETZ, A., *De instauratie der Gentse Calvinistische Republiek (1577-1579)*, in *Studia Historica Gandensia*, nr. 4, Gent, 1963.

(9) Parmi les sources narratives, les principales sont : dans le *Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque Royale* (n° 16.892 et 16.893), *Diarium rerum Gandavensium, ab anno 1566 usque ad annum 1585, per magistrum Philippum Campenaeum*.

Parallèlement, JAN VAN DE VIVERE et autres chroniqueurs *Chronycke van Ghendt*, déposée au château de Bazel près d'Anvers, chez le Comte Vilain XIII et publiée très incomplètement par F. R. DE POTTER, à Gent, 1885.

Parmi les sources diplomatiques publiées, les plus importantes sont :

— DE SCHREVEL, A. C., *Recueil de documents relatifs aux troubles religieux en Flandre (1577-1584)*, Brugge, 1921 - 1928 ; 3 tomes, in *Société d'Emulation de Bruges*, Mélanges, VIII, 1921 ; X, 1924.

— GACHARD, L. E., *Actes des Etats-Généraux des Pays-Bas (1576 - 1585)*, Bruxelles, 1861 - 1866, 2 tomes.

— KERVYN de LETTENHOVE, J. et GILLIODTS van SEVEREN, *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II*, Bruxelles, 1882 - 1900 ; 11 tomes. T. X et T. XI.

— KERVYN de VOLKAERSBEKE, PH. et DIEGERICK, J., *Documents historiques inédits concernant les troubles des Pays-Bas (1577 - 1584)*, Gent, 1848 - 1849, 2 tomes.

Les archives inédites sont pour la plupart des archives de la ville de Gand (*Keuresolutiën, Collatieregister, Voorgeboden, Stadsrekeningen, Boeken van de Crime, Ontvangen Brieven*).

et le très important *Registre Z* particulièrement utile, contenant les pièces des années 1577 à 1578, à l'exclusion de toutes autres. En outre, j'ai consulté des volumes des *Archives du Royaume*, à Gand et des *Archives Générales du Royaume*, à Bruxelles.

Quand Aarschot se rendit à Gand pour y être reçu solennellement comme gouverneur et pour y assister avec divers nobles à une réunion des Etats de Flandres, il y fut appréhendé avec sa suite par Ryhove. Cela se passa le 28 octobre. Quatre jours plus tard, on créa à Gand un comité des XVIII. Celui-ci eut pour tâche de décider des questions relatives à la direction de la ville ainsi qu'à sa défense et à sa fortification. Ceci en collaboration avec le magistrat. Est-il étonnant dès lors que le premier but de ce comité ait été de renouveler le magistrat ?

Ces XVIII, sous le nom officiel de « Nobles et Notables », avaient en mains l'autorité suprême et n'avaient pas une composition fixe. A côté de notables (= rentiers), ce comité comportait des avocats et des représentants du commerce. Ces derniers étaient généralement des doyens ou des jurés et appartenaient à la classe aisée.

La plupart de ces XVIII n'avaient jamais figuré auparavant parmi les cadres dirigeants de la ville. Ils étaient calvinistes sans exception : les uns orangistes, les autres radicaux. Les premiers, modérés, voulaient reconnaître certains droits aux catholiques ; les seconds voulaient les extirper complètement. En leur imputant la situation sociale et économique peu brillante, ils captent les faveurs de la masse, qu'ils entraînent dans des manifestations anti-catholiques. Ils y furent sans doute aidés par des prédicateurs trop enthousiastes.

Lorsque Gand, après le bannissement de Hembyse, en août 1579, se donna un magistrat composé d'orangistes modérés, le Comité des XVIII fut supprimé (5 octobre 1579).

Lorsque les XVIII étaient arrivés au pouvoir, ils avaient prétendu que le magistrat devrait être renouvelé. Le 22 octobre 1577, le retour aux privilèges antérieurs à la Concession Caroline (1549) avait été reconnu par les Etats-Généraux. L'ancien magistrat n'était donc pas composé suivant ces privilèges et avait encore prêté serment à Don Juan. On décida de choisir à nouveau des échevins dans les trois membres, c'est-à-dire : la bourgeoisie, les métiers et les tisserands. La classe populaire ne resta donc plus exclue de la direction de la ville. Il faut remarquer qu'à cette époque, les magistrats de Bruxelles, d'Anvers, d'Arras, de Béthune et de Saint-Omer étaient aussi composés « de vrais patriotes ».

L'élection de ces magistrats se faisait par quatre électeurs seigneuriaux choisis par le prince et par quatre électeurs urbains choisis par le magistrat sortant. Ces quatre électeurs urbains étaient calvinistes ! Parmi les électeurs seigneuriaux, un seul réformé. La majorité des 26 échevins était, par conséquent, adepte de la nouvelle religion (au moins 19). Qu'il y ait eu cependant encore quelques catholiques ne peut étonner. Il s'agissait de catholiques orangistes poussés comme beaucoup de leurs coreligionnaires dans le camp de l'opposition par les excès des soldats espagnols.

Vingt-deux échevins furent investis de cette fonction pour la première fois. Choisis parmi les trois membres, c'étaient cependant des notables ou des membres de l'aristocratie des métiers. Beaucoup se retrouvent parmi les mieux nantis de Gand. On peut se demander

si ces échevins, ainsi que les XVIII, appartenant à la classe supérieure de la population, pouvaient mener une politique sociale satisfaisant la masse. Celle-ci était leurrée par le rétablissement de l'ancien cadre des métiers dont beaucoup attendaient encore une amélioration de leur sort, et par des mesures radicales contre les catholiques et le clergé.

C'est ainsi que commença au cours de l'année 1578 un régime terroriste contre le catholicisme sur lequel nous reviendrons plus loin. Pour Orange, ces excès étaient inopportuns, car son front commun de catholiques et de protestants devenait de plus en plus branlant. On peut se demander, ici, si les régions wallonnes se séparèrent par suite des excès de Gand, ou bien si, — selon l'opinion de Delfos — l'extrémisme religieux et politique des calvinistes résulta des tentatives de séparation des Wallons qui vinrent à l'avant-plan à la suite de la défaite de Gembloux. Nulle part, à l'exception d'Anvers, on n'était disposé à accepter l'idée de tolérance préconisée par la Paix de religion du Taciturne. A Gand, pas davantage. Orange en personne, Marnix de St. Aldegonde, l'archiduc Matthias, Anjou et même la reine d'Angleterre insistèrent en vain. Ceci eut pour conséquence une lente scission dans le groupe des calvinistes gantois. D'une part, les orangistes modérés (Ryhove), disposés à accepter la Paix de religion ; d'autre part, les radicaux, opposés à tout compromis (Hembyze). Si les premiers étaient soutenus par les nobles et les bourgeois, les seconds pouvaient compter sur la masse ainsi que sur divers métiers et sur les tisserands (weverij). Des pasteurs tels que Beuterich, Dathe-nus et Moded, fortement engagés politiquement, se trouvaient aux côtés des radicaux.

Des dissensions entre les deux groupes ne manquèrent pas, mais le 27 décembre 1578, la Paix de religion fut proclamée à Gand par Orange et signée par Hembyze !

Cette paix ne dura pas longtemps. En février 1579, Gand se fit membre de l'Union d'Utrecht, et certaines obligations de la Paix de religion furent abolies. Un des pacificateurs (Vredemaeckers) catholiques (comité de quatre catholiques et de quatre calvinistes chargés de surveiller l'application de la Paix de religion) fut arrêté. La terreur recommença et atteignit son point culminant en mars. Cette fois, l'icônoclisme n'était pas purement religieux (comme en 1566), mais en même temps, indéniablement social. Les maisons des riches furent pillées au cri de « Papenbloet, ryckemansgoet », et on vola dans les maisons des catholiques.

Le 7 juillet, on exigea serment de fidélité au calvinisme. Les vingt-cinq compagnies de la milice bourgeoise et tous ceux qui occupaient un emploi public durent renier le catholicisme. Peu eurent le courage de refuser. Mais cette mesure radicale mécontenta les calvinistes modérés. Ils décidèrent de liquider Hembyze au prochain renouvellement magistral. Avec l'aide d'Orange, ils espéraient orienter la politique gantoise dans une voie moins extrémiste. Une tentative pour emprisonner Hembyze échoua néanmoins sous la pression populaire.

C'est alors que « Jonker Jan » comme le nommait la jungle, riposta. Le 28 juillet 1579, il fit occuper la ville et sans se soucier des privilèges, il établit un nouveau magistrat, truffé de ses partisans. Sept seulement des nouveaux échevins avaient déjà occupé cet emploi auparavant. Du magistrat en place, cependant en grande partie calviniste, il ne garda que cinq éléments. Cette fois, on eut réellement à faire à un gouvernement de radicaux parmi lesquels d'anciens pros-crits. Il contenait désormais plus d'éléments des métiers et moins de classiques patriciens. Quatre pasteurs devinrent conseillers de Hembyze. Aussi on déclara avec mépris que les soudards étaient les commissaires, et les pasteurs, les électeurs.

Ce coup d'Etat fut le point culminant de la République calviniste gantoise. Orange condamna l'événement et s'attaqua spécialement à Dathenus. Celui-ci intriguait avec Hembyse pour qu'Orange ne soit pas reçu à Gand. On publia même un pamphlet contre sa venue. Orange remettrait en vigueur la Paix de religion et la ville ne pourrait plus jouir des biens du clergé, de sorte que l'homme de la rue devrait payer à nouveau plus d'impôts.

Lorsqu'Orange fut malgré tout invité par une délégation de la bourgeoisie, Dathenus quitta secrètement la ville. Hembyze, plus malchanceux, fut arrêté et ne put quitter Gand que le 29 août, après différentes pétitions et manifestations de masse en sa faveur. Entre-temps, on avait élu légalement un nouveau magistrat d'orangistes modérés. Cinq membres seulement du magistrat précédent furent réélus. La politique modérée de Ryhove ne put empêcher les radicaux de se manifester de temps à autre (février 1580). Une nouvelle fois, on fit appel à Jonker Jan en 1583, après que les Malcontents se furent réconciliés avec Farnèse et que l'autorité d'Orange eut beaucoup souffert de la Furie française. Mais lui aussi négociait en secret avec Farnèse, et le 4 août, sa tête roula du billot pour haute trahison.

Fin juillet 1578, on avait éliminé tous les « suspects » des emplois publics. A Bruxelles et à Anvers aussi. Toutes les fonctions pourvues d'autorité furent occupées par des calvinistes modérés ou extrémistes. Déjà avant la création des XVIII, on avait liquidé le grand bailli ; ce principal représentant du prince fut emprisonné, en même temps que Aarschot. Ryhove en occupa l'emploi, mais ne prêta serment que le 1er septembre 1580, de sorte qu'il n'y eut pas de grand bailli officiel au cours des premières années de la république calviniste.

En mai 1578, on avait déposé le bailli pour cause d'« immoralité », mais le plan datait d'un mois auparavant. Quatre mois plus tard, les baillis de Saint-Pierre et de Saint-Bavon furent déposés, et les deux communautés furent annexées par la ville avec tous leurs droits et privilèges.

Entretemps, on procéda le 18 juillet 1578 à la grande épuration. Le chroniqueur Jan van de Vivere parle de « tous les serviteurs de la ville », à savoir : l'ammen, les pensionnaires, les secrétaires, les huis-siers, les sergents, le « roi » et ses enfants. Quand on sait que ces derniers sont veilleurs de nuit, gardiens d'hôpitaux, ouvriers, ra-

masseurs de crottin, fonctionnaires du marché public, gardiens des processions, etc., il s'agit vraiment d'une épuration. Les nouveaux investis furent pratiquement sans exception calvinistes.

Pendant cette période calviniste, la « Collace » fonctionna à nouveau. Pendant 37 ans, cet organisme composé de trois membres de la ville et jugeant toutes les affaires importantes, n'avait en fait pas fonctionné. Le retour à cette situation précaroline était décidément un pas en arrière, car beaucoup de métiers représentés n'existaient plus que virtuellement. A côté de cela, il y avait d'importantes industries qui ne participaient point au pouvoir, parce que n'appartenant pas aux 53 métiers reconnus. Le tissage fut à nouveau le troisième membre quoique fortement en décadence. (Il y eut des infiltrations d'autres professions dans ce troisième membre). Cependant, cet anachronisme fut approuvé par une masse de petits négociants et artisans qui virent leurs privilèges confirmés. Un membre était mécontent : la bourgeoisie. Tous les privilèges obtenus par la Concession caroline étaient, en effet, abolis. Pour la plupart catholique, elle fit opposition, mais en vain ; les deux autres membres se tinrent aux côtés des XVIII et du magistrat, à l'exception des bouchers, des marchands de poissons et des bateliers libres, les trois privilégiés de la Caroline. Parfois, cependant, il y eut des divergences de vues dans les métiers, car à l'intérieur de ceux-ci, il y avait de grandes différences sociales.

Pendant ces années, on créa un Conseil de guerre chargé de surveiller la garde civique, les nouvelles fortifications, le logement des troupes, le transit des troupes étrangères, les amendes appliquées aux soldats.

Chaque citoyen était obligé de travailler aux nouveaux remparts (1577 - 1581), car l'ancienne enceinte datant de 1488 ne suffisait plus. Cette obligation concernait tous les citoyens sans exception, les privilégiés et les non-privilégiés, les ecclésiastiques et les laïcs, les femmes et les hommes. Les frais étaient couverts par des dons des citoyens, des impôts sur la bière, le vin, le velours et les soieries, les ornements garnis d'or, d'argent ou de soie, les étoffes de laine de plus de 5 schellings Vlaams. Les grandes fêtes de mariage et les banquets furent défendus. On émit, en outre, des emprunts et on vendit des rentes. En imposant le plus fortement les anciens privilégiés et, par là, les plus riches, la direction calviniste se rendit populaire dans la masse.

Chaque homme entre seize et soixante ans devait servir dans la garde civique établie en l'Année des Merveilles et restée moribonde depuis lors. Il devait prêter serment de haïr l'Espagne et de rester fidèle au magistrat. La garde civique était composée de 3.000 hommes chargés de la défense de la République calviniste contre des attaques de l'extérieur et put imposer le régime à Bruges, à Courtrai, à Ypres et aux autres villes.

Quoique sa forme eût changé, cette garde civique continua à exister jusqu'au XIXe siècle, après la chute de la république en 1584.

Une fois établis, les calvinistes exclurent progressivement le culte catholique. A part quelques incidents, la paix resta sauve malgré le

retour de beaucoup de bannis après la Pacification. Fin 1577, cependant, on attaqua les privilèges du clergé, ce qui provoqua des troubles. Début mai, des soldats casernés dans les couvents commirent des méfaits. Trois membres du clergé furent bannis, et cinq autres furent exécutés du chef de sodomie. Accusation douteuse quand on constate que la même accusation se retrouve à Amsterdam, Haarlem, Utrecht et Anvers. Les Ordres mendiants à la réputation douteuse en raison de leur goût du lucre, virent leurs quatre couvents fermés, puis pillés de fond en comble. La grande terreur régna en juillet-septembre 1578. Quasi toutes les églises furent pillées. Les environs de Gand (Deinze, Melle, Asper, Zingem, Nazareth, Waarschoot, Zomergem, Lovendegem, Dadizele, Beveren, Drongen, Heusden, Axel, Waasmunster, Temse, Sinai) furent la proie des iconoclastes. Non seulement les églises et les couvents, mais les paysans accusés de cacher des biens du clergé ou de l'Eglise furent l'objet de rapines. Malgré une ordonnance décrétant la peine de mort pour les pillleurs, le bailli n'intervint jamais. S'agissait-il d'un iconoclasme organisé ? La direction de la ville s'en désintéressa. Il est certain que dans la masse régnait un esprit fortement anti-catholique. Certaines déclarations des ecclésiastiques catholiques ne firent qu'empirer les choses. Des prédicateurs réformés attisèrent les passions. Le laisser-aller de la direction de la ville dans cette affaire n'était pas de nature à modérer les choses.

Il est à remarquer que les crimes étaient commis pour la plupart par des gens n'ayant pas d'appartenance religieuse bien définie. Les régions de Bruges, de Courtrai, d'Ypres et de Tournai connurent les mêmes déprédations.

Les biens volés étaient vendus publiquement aux enchères, les objets en métal, refondus pour en faire des pièces d'artillerie. Les églises furent fermées ou adaptées au culte protestant. Les couvents abritèrent les ménages dont la maison avait été détruite en vue des travaux de fortification ou des gens qui avaient été chassés d'ailleurs.

Nulle part, on ne fit plus de violences à la Pacification que dans la ville même qui lui avait donné son nom !

Après septembre 1578, avec l'acceptation de la Paix de Religion, commença une période relativement paisible. Mais à peine Gand s'était-elle fait membre de l'Union d'Utrecht en 1579, que les troubles recommencèrent. En mars, un nouvel iconoclasme se déclencha. Cette fois, il eut un caractère social : les gens de basse extraction se mirent à piller les maisons. Trois pillleurs furent exécutés.

En avril, les quatre ordres contemplatifs furent officiellement bannis de la ville. Les églises furent fermées, sauf celles au service des calvinistes. Certains lieux du culte furent démolis. La ville se chargerait de l'entretien du clergé.

Ainsi le catholicisme, dans cette nouvelle Genève, paya la note avec la même monnaie que le calvinisme en 1567. Pour ces deux périodes, l'intolérance religieuse est la caractéristique dominante, quoique les calvinistes se montrèrent plus tolérants pour les catholiques que vice versa.

Au printemps, les prédications recommencèrent. Lors de l'affichage d'un édit s'y opposant, proclamé par les Etats Généraux, Gand répondit promptement en emprisonnant trois membres de ces Etats qui avaient fait partie du Tribunal du sang. On défendit publiquement de troubler les prédicateurs. Le 1er juin, des cultes réformés s'organisèrent en deux églises et, bientôt, en cinq (quatre de langue flamande et une francophone). Quoique le catholicisme eût une petite chance lors de l'acceptation de la Paix de Religion, ce ne fut pas de longue durée. En avril 1579, la prédication calviniste devint obligatoire.

Les pasteurs, dont une dizaine de noms nous sont connus, étaient payés par de l'argent venu des églises et des couvents, mais leurs traitements étaient maigres.

Les mennonites ou baptistes connurent une période relativement tranquille. Cessant d'être pourchassés, ils purent tenir leurs réunions en secret. Néanmoins, leur enseignement était combattu par des pamphlets, et les dirigeants calvinistes prirent publiquement position contre eux.

Les pamphlets étaient aussi un puissant moyen de propagande anti-catholique. De même pour le théâtre des rhétoriciens, théâtre populaire en ce temps-là. Les quatre chambres de rhétorique de Gand s'engagèrent à adapter la matière des pièces jouées aux idées calvinistes pour continuer à encaisser leurs subsides annuels alloués par le magistrat de la ville. Ce ne fut pas compliqué, car la plupart des rhéteurs appartenait à la petite bourgeoisie et aux « compagnons » qui, comme groupe social, comptaient le plus grand pourcentage de protestants.

L'enseignement, lui aussi, fut soumis au calvinisme. Déjà, dans les classes primaires, les idées réformées étaient diffusées par le catéchisme. L'école latine dépendant du séminaire épiscopal fut remplacée par une école latine calviniste. On créa aussi, comme Calvin à Genève, une académie ou faculté de théologie ; elle comprenait au début quatre cycles de cours : deux de théologie, un de grec et un de dialectique ; plus tard, on y ajouta l'hébreu pour l'étude de l'Ancien Testament.

Des professeurs parmi lesquels Kimedonck, Sturmius, Daneau et Ratloo furent payés avec l'argent des abbayes et des églises paroissiales. L'académie subsista jusqu'en 1584. La municipalité y apporta tous ses soins, car elle voulait implanter à Gand une école de formation pour les pasteurs : en 1580, douze jeunes gens étudièrent aux frais de la ville, et l'année suivante, l'enseignement devint gratuit.

Comment peut-on expliquer le succès de cette république calviniste ? N'est-il pas étonnant que la population gantoise, catholique depuis des siècles, ait si facilement abandonné ses traditions pour devenir le bastion le plus radical du calvinisme dans les XVII provinces ? Cela est dû à des facteurs religieux, économiques et sociaux.

Une partie considérable de la population, appartenant à toutes les classes, quoique moins parmi les plus élevées, était a priori gagnée au calvinisme. Il est possible que le nombre oscille du 5^{me} à la moitié de la population. Un pasteur écrit, le 23 février 1578 : « ...et ils

attendent de la grâce de Dieu une croissance encore plus étendue ; oui, ils espèrent avant longtemps avoir presque la moitié de la ville de notre côté ». Exagération ? Pour Anvers, R. Boumans ⁽¹⁰⁾ établit les statistiques suivantes : d'après les rôles de la garde civique, 51,27 % de catholiques, 16,61 % de luthériens, plus ou moins 30 % de calvinistes, plus ou moins 2 % d'anabaptistes.

J'ai l'impression qu'à Gand les calvinistes atteignaient au moins 30 % et peut-être plus. Avec leurs sympathisants, ils formaient la majorité. Une autre partie de la population non représentée au magistrat était favorable cependant à la nouvelle direction en raison du rétablissement du régime antérieur à la Caroline et surtout grâce à celui du vieux système des métiers. Nous l'avons montré plus haut. Pour les compagnons, la concurrence des ouvriers non libres était exclue ; pour les commerçants, la concurrence des paysans sur les marchés citadins était éliminée. Pour l'aristocratie des métiers, le nouveau régime signifiait des sièges d'échevin et une grande influence dans la direction de la ville. Beaucoup d'ouvriers non libres mettaient leurs espoirs dans les dirigeants calvinistes parce qu'ils pouvaient donner libre cours à des aspirations sociales révolutionnaires assez vagues.

Pour beaucoup de gens, le rétablissement du système des métiers tel qu'il existait avant la Caroline signifia une amélioration du sort ou tout au moins, une consolidation de la sécurité d'existence. Donc, pas de raison de mécontentement.

En outre, la direction calviniste était plus démocratique que la précédente ; d'où son influence bénéfique sur les moins bien nantis de la bourgeoisie et sur la grande masse populaire. Par l'obligation du service militaire, les classes inférieures furent elles aussi armées.

La lourde taxation de la classe des magistrables, libres d'impôts jusqu'en 1577, fut une mesure qui rendit la direction calviniste très populaire. J'y ai insisté déjà.

Le clergé, la noblesse, les échevins de la Caroline, les notables, les avocats et la couche supérieure d'une dizaine de métiers ⁽¹¹⁾ furent principalement touchés par cette taxation. Les calvinistes riches n'y échappèrent cependant pas. Mais ceux d'entre eux qui étaient lourdement imposés furent peu nombreux ⁽¹²⁾. On peut en inférer que le calvinisme eut moins de succès chez la vieille aristocratie terrienne que chez les commerçants, les entrepreneurs, les avocats, les conseillers du Conseil de Flandre, les maîtres des corporations. La situation gantoise correspond à ce qu'on a pu constater ailleurs.

Comme je l'ai déjà montré, la nouvelle direction quoique démocratique, n'avait cependant pas un véritable programme social. Ceci

(10) BOUMANS R. *De Getalsterke van Katholieken en Protestanten te Antwerpen*, in *R.B.P.H.*, XXX, 1952, pp. 741 - 798.

(11) Tisserands, tanneurs, bateliers libres, fromagiers, brasseurs, fripiers, orfèvres, retordeurs, merciers, fabricants d'huile.

(12) La somme maximale pour calvinistes 500 fl. ; 15 seulement payaient plus de 100 fl. sur un total de 167 personnes taxées à une somme supérieure à 100 fl.

est dû au fait que, peut-être à cause du coup d'Etat de 1579, le véritable homme de métier ne participait pas au pouvoir.

Une mesure telle que le contrôle des biens de l'Eglise par la ville était une caractéristique générale de la Réforme à Gand comme ailleurs.

On ne toucha pour ainsi dire pas au régime des domaines ruraux. Quand on toucha aux propriétés de certains nobles ou d'institutions religieuses, ce fut pour aider à couvrir les frais militaires et non au nom des nouveaux principes qui condamnaient l'ancien ordre des choses.

La mesure prise par Hembyze, en mai 1579, d'ouvrir les métiers pour un certain temps aux étrangers, fut dictée par la nécessité et non par le désir de transformer l'ancienne structure. Après la chute de Hembyze, la même mesure fut prise à diverses reprises pour permettre aux gens de métiers immigrants d'exercer leur industrie dans le cadre des métiers.

La politique de la République calviniste doit être vue comme le résultat de deux tendances différentes. D'une part, les apôtres du calvinisme ; d'autre part, les zéloteurs du régime politique antérieur à la Caroline. Jonker Jan et Ryhove jouèrent un rôle important dans la liaison de ces deux forces. Tous deux se convertirent au calvinisme ; le second devint un orangiste modéré ; le premier un radical.

On peut se demander si l'on n'a pas jugé trop sévèrement celui-ci à cause de sa trahison. Son rôle et son apparition peuvent sans doute s'expliquer par la situation ambiguë et compliquée, par l'apparition simultanée et opposée de forces sociales, religieuses et politiques qu'il ne pouvait pas plus qu'un autre connaître ni contrôler. On ne peut nier l'influence du caractère personnel de l'homme d'ailleurs très difficile à connaître. La personnalité de Hembyze, bouc émissaire des historiens catholiques et calvinistes, mérite mieux qu'une condamnation a priori.

Il est certain qu'il fut l'instigateur principal du rôle que Gand a joué. Il était obsédé par l'ancienne gloire de sa ville à qui il voulait faire jouer à nouveau un rôle de premier plan en faisant d'elle une nouvelle Genève, prospère également sur le plan économique. Ce dernier objectif ne fut pas atteint, à cause de la conjoncture défavorable et parce qu'il ne voyait pas clair dans les moyens à employer. Mais il établit Gand comme centre du calvinisme dans les Pays-Bas du Sud et il fit jouer à la ville un rôle prépondérant dans la Révolution⁽¹³⁾. Ce ne fut pas Gand, mais le Nord dominé par les calvinistes qui en a finalement cueilli les fruits.

André DESPRETZ,
Université de l'Etat, à Gand.

(13) L'avance de Farnèse fut freinée. Le Nord gagna ainsi un temps précieux pour préparer soigneusement sa défense.